



**PARTIDO SOCIALISTA
DE CHILE**

INFORMATIVO

**GRUPO DE
TRABAJO - BELGICA**

== CARLOS ALTAMIRANO
== REFLEXIONS CRITIQUES SUR LE PROCESSUS
== REVOLUTIONNAIRE CHILIEN
=====

Un an s'est écoulé depuis le jour où furent assassinés Salvador ALLENDE et la démocratie chilienne. Pour la première fois depuis lors et par l'intermédiaire de cette revue, je présente quelques réflexions critiques sur le processus révolutionnaire qui anima ma patrie pendant trois ans ; ses faiblesses, ainsi que les causes profondes qui déterminèrent sa défaite et l'établissement d'une tyrannie dont les cruautés continuent à secouer l'humanité d'émotion.

Pour le mouvement populaire, militairement vaincu, cette année n'a pas été une année de lamentations plaintives. A l'impact brutal, sanguinaire et pervers des premières heures, a succédé immédiatement l'effort de réadaptation aux nouvelles conditions de luttes qui surgissent de l'expérience fasciste. Rarement, un effort semblable a été accompli dans un contexte si dramatiquement adverse. Dès l'instant même de l'assaut implacable qui n'a pas connu de répit. Chaque jour est venu porter de nouveaux coups, avec une rage méthodique, élément d'une dynamique qui n'admet pas d'apaisement.

A la mesure du temps historique, un an est un laps de temps trop bref. Il l'est surtout pour tenter l'analyse totalisante d'un événement social et politique capital. D'un côté, il n'y a pas de perspective suffisante. De l'autre, il n'y a pas non plus la sérénité émotionnelle alimentée par l'ampleur de l'infâmie.

Beaucoup d'eau devra passer sous les ponts avant que les analystes politiques et les dirigeants révolutionnaires puissent s'attaquer, avec de meilleures bases et une perspective plus large, à la tâche d'éclairer les inconnues formulées autour du dénouement tragique de l'expérience chilienne. C'est notre privilège à nous qui avons joué un rôle de protagonistes dans ce processus. L'usurpation fasciste a fait naître une nouvelle dynamique de combat, dont l'application correcte au plan d'une orientation adéquate, tactique et stratégique, impose à la direction révolutionnaire le devoir d'élucider les questions les plus importantes qui découlent du processus et de sa défaite. Il ne s'agit certainement pas de préciser toutes et chacune des erreurs que nous avons commises. Certains se sont laissés séduire par cette tâche, comme si ces erreurs, à elles seules, pouvaient expliquer le raz-de-marée fasciste.

Dans les derniers mois, j'ai vécu une expérience répétée : j'ai été invité avec insistance par des journalistes de latitudes et de tendances diverses, à exprimer des opinions sur la nature, l'essence et la "fiche idéologique" des déviations qui, supposées ou réelles, précipitèrent le coup d'Etat. Les questions étaient toujours orientées dans le but d'établir clairement si le dénouement est imputable, pour l'essentiel, à des déviations réformistes déterminées, ou au contraire, au volontarisme impatient des secteurs ultra-gauchistes. Dans la copieuse littérature analytique postérieure au coup d'Etat, on peut détecter facilement la même tendance générale à une classification schématique des erreurs imputées, et à une polarisation a-scientifique des positions. Le noeud de la victoire de la contre-révolution semblait se circonscrire à la vitesse que nous avons imprimée au processus : trop lente pour certains, d'une rapidité irresponsable pour d'autres. Je ne crois pas

que la vérité soit dans les positions extrêmes. Cela arrive rarement dans l'Histoire. J'accorde, d'autre part et par-dessus tout, valeur et importance à ce qui manque dans la lutte antifasciste : unité des forces engagées. Finalement, dans le contexte de l'offensive sanglante et douloureuse qui écrase notre peuple, j'estime intolérable toute prétention individuelle ou collective qui vise à imposer des conclusions limitées, dans l'intention mesquine de transférer ou d'imputer arbitrairement des responsabilités. Je me suis systématiquement refusé à satisfaire les demandes qui visaient à alimenter des positions nationales ou internationales antagoniques, dans la vague générale d'inquiétude émotionnelle et intellectuelle qui s'est levée autour du processus chilien. Il n'a pas été difficile de découvrir que certains témoignent de plus d'intérêt pour porter de l'eau aux moulins du sectarisme que pour approfondir objectivement la réalité du drame vécu par ma Patrie.

Les idées générales contenues dans ce travail le sont dans le contexte d'une simple approche du thème. Il s'agit d'un apport de base au nécessaire effort de clarification d'une direction antifasciste d'une part, et à la satisfaction des préoccupations justifiées exprimées au sein des mouvements progressistes du monde entier, d'autre part.

Le Gouvernement d'Unité Populaire, expérience révolutionnaire

En septembre 1970, une élection victorieuse couronne l'effort ininterrompu d'un demi-siècle. Le mouvement populaire chilien conquiert des positions qui rendent viable une stratégie révolutionnaire visant la conquête du pouvoir.

La classe ouvrière, qui était parvenue à consolider un puissant front politique et social, accède au contrôle du gouvernement de la nation et, à partir de cette conquête, se trouve pour la première fois à même de disputer le pouvoir à la bourgeoisie nationale et à l'impérialisme. S'impose, dès lors, une tâche que l'orthodoxie semblait récuser : construire un chemin vers le socialisme dans la liberté, le pluralisme et la démocratie. Il ne s'agissait de rien moins que de transformer les vieilles structures d'un capitalisme dépendant, en respectant un système institutionnel dont les fondements théoriques étaient enracinés dans la plus pure tradition libérale.

Commence alors, au Chili, une expérience fondamentalement révolutionnaire, dont la nature apparaît clairement et objectivement définie par les caractéristiques du programme formulé ; par la profondeur et l'essence des transformations entreprises ; par les forces sociales que libère la dynamique de la lutte et par l'extraordinaire degré de conscience politique et révolutionnaire qui se développe au sein des masses.

L'offensive du gouvernement populaire sur le noyau de domination formé par les intérêts de l'impérialisme, la bourgeoisie monopoliste et les grands propriétaires fonciers, et son objectif de créer un secteur public dominant dans le domaine de l'économie, joint à la recherche d'une participation réelle des masses dans la conduite du processus, lance dès le début un défi ouvert et fondamental à toute la structure de pouvoir. Dans un pays où les programmes électoraux étaient rédigés pour être transgressés ou foulés aux pieds, on commençait pour la première fois à réaliser à un rythme rapide et implacable un programme qui avait pour but de construire, dans l'immédiat, une société de transition, comme antichambre d'une autre, la société socialiste, qui devait émerger du même processus.

Dès la première heure, les Etats-Unis savent clairement à quoi ils doivent s'attendre quand nous revendiquons la plénitude de la souveraineté nationale, restituant au Chili, sans le paiement d'une pieuse indemnisation, la possession de toutes ses richesses naturelles. Ils le savent, quand, sans consultation obséquieuse, nous établissons des relations avec Cuba, la Chine, la République démocratique allemande, la République démocratique et populaire de Corée et la République démocratique du Vietnam, et exprimons, en tant que nation, notre solidarité avec tous les peuples progressistes de la terre, restaurant un droit auquel la bourgeoisie avait

renoncé : celui d'administrer notre politique extérieure avec une stricte indépendance. Et parce que les Etats-Unis le savent, ils agissent en conséquence, établissant clairement les règles du jeu, sans que nul ne puisse prétendre s'y tromper. KISSINGER déclarait dans la deuxième semaine de septembre 1970, quelques jours après la victoire de l'Unité populaire : "Je pense que nous ne devons pas nourrir l'illusion que la prise du pouvoir par ALLENDE au Chili ne posera pas de graves problèmes, pour nous, pour nos forces en Amérique latine et, sans doute, pour l'ensemble de l'hémisphère occidental. De plus, l'évolution politique au Chili est très grave pour les intérêts de la sécurité nationale des Etats-Unis, en raison de ses effets en France et en Italie" (1). Pour sa part, NIXON avait signalé, sous une forme moins abrupte que son collaborateur : "Les Etats-Unis ne peuvent tolérer aucune forme transitoire de changement vers la société socialiste en Amérique latine". (Le monde, par la conspiration ITT-CIA-FREI, dévoilée par le journaliste Jack ANDERSON).

De son côté, la bourgeoisie chilienne comprend que quand les banques, les mines, les grandes industries et les grands domaines changeaient de mains pour servir au bénéfice du pays et de son peuple, ce qui changeait vraiment sous ses yeux n'était rien moins que la société elle-même. Et le sachant, elle aussi commençait à agir en conséquence. De sorte que c'est cela, la profondeur du processus que nous commençons, l'essence et le poids des intérêts que nous blessions, et non les erreurs que nous avons pu commettre, qui établit clairement la ligne de démarcation entre nos ennemis et nos amis. C'est, en même temps, ce qui galvanise les travailleurs chiliens dans la page la plus vibrante de leur histoire.

Navigant par vent contraire, respectant une institutionnalité potentiellement adverse, nous faisons nôtre le cuivre, le fer, l'acier et le salpêtre. Nous nationalisons 90 % du capital bancaire. Nous liquidons la domination de la propriété latifundiste. Nous nationalisons la Compagnie de Téléphones, filiale de l'ITT et toutes les entreprises sous contrôle étranger. Nous incorporons 50 % de la valeur de la production au secteur public de l'économie. Nous imposons une redistribution drastique des recettes et commençons la construction d'une économie orientée vers le développement national et indépendant, et la satisfaction des besoins fondamentaux des travailleurs.

Tout ceci, dans un contexte extraordinairement hostile : baisse violente du prix du cuivre, pesant héritage d'une dette extérieure de plus de 4.000 millions de dollars, un impitoyable blocus financier et une restriction absolue des investissements de la part du capital autochtone. Dans la dernière année du gouvernement, nous devons également absorber la hausse internationale des produits fabriqués et de diverses matières premières.

Quel pays au monde a développé un processus de transformations à un tel rythme, sans affronter une dislocation de son activité économique ? Le fait est qu'au Chili, pendant les années 1971-1972, nous avons maintenu le rythme de l'économie. L'inflation diminua à un niveau jusque-là inconnu. Le Produit national brut crût substantiellement et le taux de chômage se réduisit aux indices les plus bas des dernières décennies. La désarticulation économique se produisit quand l'impérialisme et la bourgeoisie créole, qui s'était changée en bourgeoisie spéculative, provoqua, stimula et organisa le marché noir, promut et finança la subversion patronale et lia les mains du gouvernement, l'empêchant d'affronter, au plan des institutions, la situation qu'ils avaient eux-mêmes engendrée.

Nous voulons souligner un facteur qui n'a pas été suffisamment mis en valeur. Si au Chili nous avons réussi à maintenir le rythme ininterrompu du processus, dans le cadre d'une guerre déclarée, dirigée et ravitaillée par le pays le plus puissant du

(1) Cité dans l'article de P. Jenkins dans "The Gardian" (Londres Oct. 73) repris par "Le Monde diplomatique" (Paris nov. 73) La même déclaration fut présentée devant les "hearings" du sénat US sur l'intervention de la CIA et d'ITT au Chili, Printemps 1973)

monde, c'est parce que notre peuple avait libéré, du fond de son exploitation séculaire, toute l'immense richesse de son potentiel créateur et combattant.

Notre pays fut le théâtre de l'éveil d'une classe qui prend conscience de sa force et de son rôle historique révolutionnaire. A la chaleur de l'expérience chilienne, à laquelle plus d'un observateur superficiel donne l'étiquette de "réformiste", la classe ouvrière montre toute l'étendue de sa capacité de création et développe au plus haut niveau sa conscience révolutionnaire. Quand le fascisme sort ses griffes, il fait naître et multiplie dans les masses les organes de pouvoir et de direction.

La classe ouvrière participe à la conduite du processus et montre là la gamme variée de ses aptitudes. Elle résiste avec obstination à la pression patronale et déploie des efforts admirables pour réactiver l'économie minée par l'adversaire. Elle comprend que l'action du gouvernement populaire est l'expression résolue de ses intérêts. Elle comprend très tôt que les déficiences dans la conduite du processus seraient dépassées dans la dynamique même de la lutte et dans le développement de sa propre expérience dans le maniement du pouvoir. La classe ouvrière ne perdit pas de temps à critiquer les erreurs du gouvernement parce qu'elle savait que celui-ci était l'expression d'une entreprise révolutionnaire que l'Histoire jugerait, non sur le nombre d'erreurs commises, mais sur la grandiose et inoubliable expérience qui, malgré elles, s'écrivait.

Dans les journées d'octobre 1972, quand la bourgeoisie tente la première action sérieuse de caractère insurrectionnel, les travailleurs du Chili montrent un degré de maturité et de conscience qui dépasse leurs propres directions politiques. Ils assument le contrôle de l'appareil productif, occupent les industries et les domaines que les patrons avaient paralysés, organisent le ravitaillement de la population, maintiennent le fonctionnement des services essentiels et démontrent qu'ils étaient capables de faire marcher le pays quand la bourgeoisie prétendait le paralyser. Depuis lors, et jusqu'à la chute du gouvernement, ils continuent à multiplier leur effort créateur dans des comités de quartiers, des comités de paysans, des juntas de ravitaillement, des commandos communaux, des cordons industriels et les organes naissants de défense du processus.

Dans ce cadre, on peut affirmer sans la moindre concession à la littérature qu'au Chili, à la chaleur de son processus révolutionnaire, s'opéra également une profonde révolution dans les consciences. C'est elle qui alimente l'hérédisme d'un peuple, qui, aujourd'hui, affronte désarmé la bestialité la plus brutale et la plus sanguinaire de l'histoire de l'Amérique latine.

Et les couches moyennes

On a répété avec insistance que l'isolement progressif de la classe ouvrière a été, pour l'essentiel, à l'origine d'une déroute politique du mouvement populaire laquelle aurait précédé et facilité la défaite militaire. On a souligné - et c'est en direction des couches moyennes - notre incapacité à élaborer une politique adéquate.

Une telle affirmation est correcte quant au fond. Tout processus révolutionnaire requiert une corrélation de forces favorables qui garantit son succès. Le nôtre, par la singularité de la voie que nous avons choisie, réclamait de la façon la plus urgente une telle corrélation, parce que le traitement adéquat des couches moyennes (au Chili, politiquement et socialement pesantes) prenait une dimension particulière.

Cependant, c'est un problème qui a toujours présenté certains caractères complexes. Dans leur essence, les couches moyennes comprennent une large variété de secteurs qui oscillent entre le prolétariat et les grands propriétaires des moyens de production. Il s'agit de groupes sociaux avec des schémas d'intérêt, des aspirations et des catégories culturelles différenciées qui, devant l'imminence du changement social, n'assument pas de positions uniformes.

Des groupes importants des couches moyennes, pénétrés fondamentalement par l'idéologie bourgeoise, sont hostiles au changement social. Beaucoup parviennent à la perspective du changement, quand celui-ci se pose simplement comme une catégorie intellectuelle, mais quand il se concrétise dans un processus révolutionnaire, leur enthousiasme se dissipe.

Ceci dit, le problème fondamental est de déterminer ce que l'on entend par "une politique adéquate en direction des couches moyennes". Il ne paraît pas suffisant de prétendre les gagner à travers la satisfaction pure et simple de leurs aspirations matérielles. Pas plus que de tenter de leur garantir que les grandes transformations projetées ne vont pas blesser leurs intérêts.

L'expérience chilienne a démontré que ces chemins ne suffisent à assurer leur adhésion. Les bénéfices qu'ils empochent ne donnent pas la mesure de leur attitude face à un processus révolutionnaire. Les commerçants, les entrepreneurs, les industriels chiliens, obtiennent des gains inhabituels durant les premières années du gouvernement populaire, ce qui n'empêcha pas que les noyaux les plus importants de ces secteurs, dûment équipés pour la contre-révolution, prennent la tête de la résistance au processus. Les groupes de la moyenne bourgeoisie productrice, bénéficiaires des plus hauts profits, sont ses adversaires les plus acharnés.

Il n'est pas permis de supposer, tout au moins en ce qui concerne ces secteurs qu'une simple politique d'apaisement entraînerait leur adhésion ou du moins leur neutralisation. Il n'y a pas de précédent où cela soit arrivé au cours d'autres expériences, qui montrent au contraire, comment en définitive, on a réussi leur intégration, quand on a résolu le problème à partir de positions de force. Dans tous les pays socialistes on a imposé une politique pour les classes moyennes seulement après que le prolétariat se soit assuré préalablement le monopole du pouvoir.

Dans un pays comme le Chili, pénétré vigoureusement par la vieille idéologie anticommuniste, la définition d'une politique correcte était encore plus difficile et complexe. D'importants secteurs passèrent de l'autre côté de la ligne de partage lorsqu'ils pressentirent le sérieux des changements. Il s'agit de groupes qui sentent leur destin compromis, tôt ou tard, par l'entreprise révolutionnaire, et à leur égard, tout effort d'apaisement ou de neutralisation sera en définitive infructueux. Leur peur viscérale du communisme, longuement et patiemment inoculée par l'adversaire, leur résistance au changement social, le cadre artificiel des possibilités offertes par le système, leurs réflexes de sûreté, également manipulés par la propagande réactionnaire, les conduisent inévitablement à résister au processus révolutionnaire, surtout s'ils découvrent que celui-ci ne s'appuie pas sur un pouvoir réel.

Traditionnellement hésitants, ils se définissent en fonction d'un pôle d'autorité. Si celui-ci n'existe pas, toute tentative de persuasion est condamnée à l'échec. Ces secteurs qui, au Chili, furent prodiges d'agressivité, n'auraient accepté le processus que dans la mesure où celui-ci se serait médiatisé. Ils se seraient accordés avec la révolution seulement s'ils avaient eu l'assurance qu'il n'y aurait pas de révolution ou si le dialogue leur avait été imposé à partir de positions de pouvoir.

Par ailleurs, il y a parmi les couches moyennes des groupes flottants, économiquement plus faibles (employés, petits commerçants et industriels, artisans, petits agriculteurs) à l'égard desquels nous pouvions et devons faire un plus grand effort idéologique, visant à démontrer que leur destin comme groupe social n'était et ne serait lié en aucune façon au système capitaliste.

Mais il ne faut pas tirer de cette omission une conclusion erronée. Si nous voulons être objectifs, il nous paraît incorrect de donner l'impression que l'expérience chilienne s'aliène la totalité des couches moyennes. Cette image est fautive. Beaucoup se rangèrent à nos côtés depuis le début et il serait injuste d'oublier que dans des moments de combat intensément polarisés ils assumèrent un

rôle capital dans la défense du gouvernement. Il n'y a pas d'éléments qui nous permettent d'affirmer qu'ils abandonnèrent le bateau la veille du naufrage.

Du reste, on ne pourrait expliquer raisonnablement les résultats de l'élection de mars 1973, à peine quelques mois avant le coup d'Etat. Dans cette occasion nous avons obtenu 44 % des voix. C'est-à-dire, après deux ans et demi dramatiques, et dans les pires conditions où jamais un gouvernement soit arrivé à une consultation populaire, nous augmentions notre potentiel électoral de plus de 20 %. Et dans ce pourcentage, comme l'avait prévu la totalité des enquêtes réalisées avant les élections, les couches moyennes de la population constituaient une présence non négligeable.

Ce qui précède ne paraît pas renforcer l'affirmation répétée de ceux qui s'obstinent à soutenir que la classe ouvrière affronta la défaite dans une situation d'isolement absolu, thèse qui fait disparaître mystérieusement de l'organigramme social du Chili la paysannerie, engagée de façon significative dans l'entreprise révolutionnaire et les secteurs de la petite bourgeoisie intégrés au front politique et social qui s'était regroupé dans l'Unité populaire.

En 1970, avec seulement 36 % des suffrages, ALLENDE est proclamé président de la République. En 1973, quand les forces de gauche montent à 44 % des voix (chiffre qui représente un potentiel qualitatif immensément supérieur), le gouvernement populaire est renversé. Comment expliquer cette situation apparemment paradoxale ? Il ne paraît pas suffisant, dès lors, de l'attribuer à de prétendues variations des corrélations de forces existant à ces deux moments, concept fréquemment utilisé mais jamais précisé.

Une extraordinaire combinaison de facteurs divers - certains strictement conjoncturels - ont permis à ALLENDE d'assumer la présidence de la République. Il s'était produit dans le front de la bourgeoisie une brèche profonde, déterminée plus par des facteurs secondaires que par l'existence d'une claire contradiction interne, et à laquelle contribua pour une bonne part le programme radicalisé de Radomiro Tomic. Joue alors un mécanisme constitutionnel différent du second tour du système électoral français, et qui permet de proclamer celui qui a obtenu la majorité relative. Une tradition solide et ininterrompue fait obligation au Congrès de ratifier le résultat des urnes. Déjà en 1946 le parlement avait proclamé un candidat soutenu par le Parti communiste.

L'assassinat du général SCHNEIDER, des mains d'un voyou fasciste, démantèle un dispositif séditionnel auquel FREI lui-même n'était pas étranger, et a un vigoureux effet de neutralisation des forces armées. Et ce qui finalement, contribue à imposer le respect du verdict des citoyens, c'est l'énorme vitalité que démontre le mouvement populaire, qui agit comme dissuasion face aux positions hésitantes de nombreux dirigeants de la Démocratie chrétienne.

En 1973, la situation a diamétralement changé. Entre une date et l'autre s'est développé un processus révolutionnaire. C'est celui-ci qui, en définitive, délimite les camps qui s'affrontent, et c'est à lui essentiellement qu'on devrait imputer les prétendus déplacements sociaux qui auraient provoqué l'isolement de la classe ouvrière. Dans le même ordre d'idées, il ne paraît pas correct d'attribuer la fascisation progressive de certains secteurs de la petite et moyenne bourgeoisie aux impatiences aventuristes de quelques groupes ultra-gauchistes. Le fascisme est un phénomène universel, idéologiquement nourri par l'impérialisme, et que la bourgeoisie utilise comme ultime recours devant la puissance du mouvement populaire, le caractère révolutionnaire du processus et la profondeur des mesures de transformation sociale.

Dans sa dimension exacte, nous reconnaissons le fait qu'en l'absence d'une politique définie de pouvoir, nous n'étions pas en mesure de gagner des secteurs qui devaient renforcer notre base sociale d'appui.

C'est notre responsabilité. A leur égard, nous avons perdu presque sans la livrer, l'inéluctable bataille idéologique dans laquelle la bourgeoisie et l'impérialisme montrèrent l'arsenal de ressources le plus sophistiqué et le plus complexe. C'est, à notre avis, un aspect fondamental du problème. D'un autre côté, il est hors de question que les excès du bureaucratisme, le sectarisme généreusement prodigué depuis les rangs de l'UP, et les incursions volontaristes et immature des ultra-gauchistes ont contribué à éloigner certains secteurs hésitants.

Malgré tout ce qui précède, je me risque à affirmer : qu'entre 1970 et 1973, il ne s'est pas produit, au Chili, un déplacement de forces sociales de nature à provoquer l'isolement politique de la classe ouvrière. Que la base d'appui du processus se renforçait au cours de son développement. Que la prise de position et le développement d'une agressivité croissante dans des secteurs initialement indécis était déterminée essentiellement par la nature et la profondeur du processus révolutionnaire et par l'absence d'une politique d'autorité qui leur aurait donné confiance, et en définitive, aurait empêché que l'armée, supposée neutre en 1970, assume clairement et ouvertement la défense de l'état de choses existant, en 1973, modifiant qualitativement la corrélation de forces au détriment des masses, au moment du choix historique entre révolution et contre-révolution.

Dans cet ordre d'idées, il me paraît important de préciser pour l'histoire, et pour ceux qui étudient le processus révolutionnaire chilien, notre appréciation face à une alternative qui a été souvent déformée. Dans l'effort pour élargir sa base sociale et politique, et malgré les réserves formulées au sein de l'Unité populaire, le gouvernement a cherché un accord de fond avec le Parti démocrate chrétien, expression politique de la bourgeoisie nationale, appuyée sur de larges couches moyennes de notre pays. Si les tentatives échouèrent toujours, ce fut sur la décision irrévocable de l'aile conservatrice de ce parti, conduite par Eduardo FREI. Cette tendance, seule maîtresse de la DC, exigeait péremptoirement la soumission du gouvernement ou l'arrêt du processus. Dans la prétention stratégique de se constituer en alternative à l'Unité populaire, elle aspirait à la chute du gouvernement et à l'échec du projet politique qu'il développait.

Les faiblesses du processus

Nous avons signalé comment, dans les tentatives d'analyse du processus chilien, apparaît une certaine tendance à monter en épingle les erreurs commises, dans des termes qui semblent leur attribuer le succès transitoire de la contre-révolution.

A cet égard, il convient de préciser quelques idées, bien qu'elles puissent paraître oiseuses. D'abord, le gouvernement de l'UP n'a pas le monopole des erreurs. Elles sont consubstantielles à la dynamique que déclenche un processus révolutionnaire, d'autant plus quand celui-ci est inséré dans un schéma inédit, et qu'il s'est proposé une tâche aussi complexe que celle qui consiste à institutionnaliser une voie politique vers le socialisme. Une bonne partie des erreurs que l'on souligne avec un intérêt démesuré se sont répétées dans d'autres expériences révolutionnaires qui, malgré cela, se sont consolidées avec succès.

L'énumération sommaire et lassante de ces erreurs n'a aucun effet pédagogique, ni pour le mouvement révolutionnaire mondial, ni pour la détermination des orientations tactiques et stratégiques de la lutte future contre le fascisme.

Ce qui paraît vraiment utile et important, c'est d'isoler les erreurs qui ont eu une incidence substantielle sur l'affaiblissement du processus dans la mesure où elles peuvent alimenter notre propre expérience et celle des autres. Je pense que les erreurs attribuées jusqu'à maintenant à l'Unité populaire dans son ensemble ne se projettent pas de façon décisive sur la chute du gouvernement. Le triomphe de la contre-révolution est déterminé essentiellement : par notre incapacité à répondre stratégiquement et tactiquement à la décision résolue des

Etats-Unis d'écraser la révolution au Chili. Par l'extraordinaire potentiel de moyens qu'il a déployés pour y parvenir, soit directement, soit en utilisant la bourgeoisie qui agit également en tant que classe. De plus, il est déterminé par l'incapacité de concrétiser un appui réel de la communauté socialiste à l'expérience chilienne, qui aurait empêché les effets destructeurs de la chute du prix du cuivre, le blocus financier, et la hausse des matières premières sur les marchés mondiaux. Finalement, parce que face à la complexité et à la puissance de l'agression que nous affrontons, nous n'avons pas été capables de résoudre les problèmes centraux qui dérivait de ces situations. En d'autres termes, pour ce qui dépendait de nous, ce que nous devons faire, et que nous n'avons pas fait, a pesé plus dans le triomphe de la contre-révolution que ce que nous avons indubitablement fait. J'estime qu'il est de la plus grande importance de bien peser certains des facteurs que nous avons signalés.

Il est évident qu'il existe une sous-évaluation de la décision froide, résolue et irrévocable de l'impérialisme de clore le chapitre ouvert en septembre 1970.

On n'a pas dûment quantifié l'effet paradoxalement négatif qu'entraînait au plan continental la conjoncture hostile à l'impérialisme à l'échelle mondiale.

Le passage au socialisme au Chili - qui posait aux Etats-Unis un problème beaucoup plus sérieux et fondamental que nous ne pouvions initialement l'imaginer - devenait plus sensible pour l'impérialisme depuis ses défaites sous d'autres latitudes. Son repli sur l'Amérique latine, se traduit par une offensive à fond contre le mouvement populaire dans ce secteur du monde. La victoire populaire de 1970, atteinte par une voie qui suppose une innovation imprévue dans les tactiques révolutionnaires, surprend et met en échec les barrières défensives militaires du système inter-américain, adapté jusque-là au seul terrain de la guérilla armée. Les dispositifs de défense du système sont neutralisés non seulement par la nouveauté de la variante, mais aussi par une légitimation politique et morale du triomphe d'un front social, dont le centre de gravité est formé par deux puissants partis marxistes, qui rompent l'"orthodoxie" en annonçant le développement d'une expérience révolutionnaire dans le pluralisme, la liberté et la démocratie.

Le gouvernement populaire établissait un dangereux précédent, susceptible de se reproduire au coeur même du noyau stratégique que représente l'Europe occidentale, ouvrant à la gauche française et italienne la perspective de semblables triomphes. Nous avons déjà signalé avec quelle précision KISSINGER caractérisait cette situation : "L'évolution du Chili est très grave pour les intérêts nationaux des Etats-Unis".

En effet, le Chili devient un centre d'attraction politique mondial, son expérience s'incorpore à la thématique de combat des mouvements de gauche de toutes les latitudes, et il devient évident que le succès éventuel du processus pourrait conduire à affecter les intérêts américains en Europe et en Amérique latine.

Malgré le flottement initial, la position est, quant à son axe, irrévocable : les Etats-Unis ne permettront pas deux Cuba dans leur sphère d'influence, pour employer l'expression de NIXON lui-même : "Ils ne toléreront aucune forme transitoire de changement vers une société socialiste."

Pour être clair, l'évolution du Chili à partir de 1970 fut estimée intrinsèquement incompatible avec les intérêts des Etats-Unis dans leur système d'influence. Et il ne s'agissait pas seulement d'altérations éventuelles dans leur système de sécurité.

Au plan des intérêts économiques, l'acte d'expropriation des mines de cuivre, sans paiement d'aucune indemnité, introduisait un dangereux précédent. Ce qu'on a appelé la "doctrine ALLENDE", sur les bénéfices excessifs des entreprises étrangères, menaçait la totalité des investissements américains dans le monde.

A la lumière de l'extraordinaire dimension que prenait le projet, nous devions prévoir le caractère inévitable de l'affrontement, la volonté décidée de l'ennemi de le provoquer, et la malhonnêteté illimitée des moyens qu'il emploierait. Cela nous imposait des choix politiques, sociaux, idéologiques et militaires conséquents, pour surmonter l'affrontement avec succès.

Une fois adoptée la décision de nous écraser, on mit en oeuvre un modèle contre-révolutionnaire efficace, qui combinait toutes les formes concevables d'agression interne et externe. Rien n'est négligé. Apparemment, même pas l'intervention militaire directe, si l'on considère que le jour du coup d'Etat la flotte nord-américaine était en état d'alerte face aux ports chiliens. La bourgeoisie autochtone servit de réseau efficace pour l'organisation du terrorisme, le soulèvement, la lutte idéologique et l'important noyau de pouvoir que la contre-révolution détenait après le triomphe populaire. Devant l'ampleur, la décision et la puissance de l'offensive contre-révolutionnaire, les faiblesses du processus, certaines déviations substantielles, et l'incapacité de la direction révolutionnaire à affronter les problèmes de base que posait l'entreprise, acquièrent une dimension extraordinaire. Le gouvernement populaire et les travailleurs, prisonniers de l'institutionnalité même qu'ils aspiraient à changer, voyaient comment, en plein jour et sous leur nez, se montait un dispositif classique de provocation à un coup d'Etat. Cependant, que la réaction portait ouvertement la lutte de classes sur le terrain de l'illégalité, le gouvernement n'abandonnait pas la légalité "devant le risque de provoquer l'affrontement." L'appareil administratif de l'Etat bourgeois, et la presque totalité de l'appareil répressif, y compris tout le système judiciaire, restaient intacts. A partir de là, l'activité novatrice du gouvernement était stérilisée et la rupture de la légalité provoquée par l'adversité était assurée de l'impunité. Cette situation, qui réservait à la contre-révolution la faculté d'administrer, interpréter et rompre la légalité à son gré, n'aurait pu être dévoilée que si nous avions compris qu'elle signifiait la fin de la forme de lutte que nous imposait le développement pacifique de la révolution, ce qui entraînait la nécessité de préparer les masses à affronter et à surmonter l'agression. Cette évolution était déterminée non par notre volonté mais par le changement de tactique que la bourgeoisie avait décidé et qui exprimait en dernière instance sa résolution de détruire la forme libérale de l'Etat bourgeois pour sauver son contenu capitaliste. C'est la bourgeoisie qui sort la lutte des classes du terrain des institutions. Dans ces conditions, prétendre se borner mécaniquement à cette institutionnalité signifiait renoncer à l'offensive, amplifiant les risques de défaite.

La possibilité pour le gouvernement d'utiliser la légalité pour affronter l'offensive rageuse déchaînée contre lui (1) étant progressivement fermée. Il ne restait à la direction révolutionnaire qu'à adopter et promouvoir les mesures qui permettraient de modifier les formes de lutte au moment et dans les circonstances qui seraient nécessaires.

La défaite du mouvement populaire au Chili comporte des leçons pratiques qui doivent être assimilées par les révolutionnaires des autres latitudes. La voie pacifique jusqu'au triomphe de la révolution suppose une extrême flexibilité pour opérer le changement pacifique vers le socialisme qui ne dépend pas seulement d'une solide base sociale d'appui, même majoritaire. Celle-ci sera écrasée par la contre-révolution si sa direction n'est pas en position de force et en disposi-

(1) la droite chilienne à travers ses groupes armés utilisera le terrorisme pendant les trois ans d'Unité Populaire. Assassinats politiques (René SCHNEIDER, général en chef de l'armée, Ct ARAYA, aide de camp du président etc.) Sabotages dans les mines et les services essentiels. Dans les derniers mois précédant le coup d'état il y eut un acte terroriste toutes les 60 minutes. Le pouvoir judiciaire mettait leurs auteurs en liberté lorsqu'ils étaient détenus.

tion d'imposer les méthodes de lutte qu'impose chaque conjoncture. Les travailleurs du Chili, avec une profonde intuition de classe, dépassant leurs avant-gardes, énoncèrent une consigne qu'ils entreprirent rapidement de concrétiser : créer, créer le pouvoir populaire ! Réponse spontanée des masses, qui dans la conjoncture présente un mot d'ordre, qui tend à couvrir le vide de la direction et à combler l'absence d'une réponse révolutionnaire au problème du pouvoir. Elle exigeait de l'avant-garde un effort conséquent, visant à canaliser l'énergie déchaînée au sein des masses en fonction des nouvelles positions tactiques qu'imposait l'offensive contre-révolutionnaire.

Naturellement cela comportait le risque de rompre l'institutionnalité qui, à cette hauteur du processus, n'était plus respectée que par le gouvernement populaire. Les masses croyaient que si se produisait une contradiction entre la révolution et la constitution, elle serait résolue en faveur de la première. La bourgeoisie avait appris très tôt que la décision finale de la lutte était un problème de force qui se définissait fondamentalement par la corrélation des forces militaires et non dans les bureaux du contrôleur général de la République. Dans cet ordre d'idées, nous voyons avec quelle clarté apparaît une des faiblesses fondamentales du processus : l'absence d'une direction homogène, capable d'utiliser pleinement, efficacement et résolument le secteur de pouvoir concentré dans le gouvernement, d'impulser l'extraordinaire potentiel révolutionnaire développé au sein des masses d'établir une médiation entre la volonté politique de celles-ci et les objectifs tactiques et stratégiques du mouvement populaire, et d'articuler harmonieusement l'action du gouvernement et la force du mouvement de masses.

C'est la conséquence de la même faiblesse de direction si nous avons cédé du terrain sur le plan de la lutte idéologique. La bourgeoisie et l'impérialisme utilisent avec une précision scientifique l'immense appareil publicitaire dont ils disposent. Ils développent des politiques, forment des courants d'opinion, orientent et articulent l'immense éventail des formes légales et illégales de lutte. Le plan de résistance est méthodiquement orchestré. Il est dosé scrupuleusement, depuis la simple revendication partielle jusqu'à la mise en question de la légitimité même du gouvernement. Les alternatives du processus complexe que vivait le Chili, étaient grotesquement déformées dans un gigantesque essai de manipulation collective des consciences. Il est important de préciser que tout cet effort de pénétration idéologique était dirigé vers les groupes moyens de la population, mais que ses vrais et derniers destinataires étaient les spectateurs apparents de l'affrontement : les Forces Armées.

Pour notre part, et malgré la clarté du diagnostic que nous portions sur la situation politique, nous ne sommes pas parvenus à mettre en oeuvre une politique adéquate au plan des communications de masse. Nous ne sommes pas arrivés non plus à utiliser rationnellement les menus moyens d'information que nous arrivons à contrôler.

Ce qui paraît clair, en guise de conclusion, c'est que dans l'état actuel de progrès scientifique et technologique, il n'y a pas de lutte idéologique qui puisse aller de l'avant, si on ne limite pas la domination de la bourgeoisie sur les moyens d'information. Notre expérience est suffisamment pédagogique.

Absence d'une stratégie de pouvoir

Le chapitre historique qui commence avec l'ascension du mouvement populaire au gouvernement se caractérise en dernière instance par la volonté de construire le socialisme dans notre pays.

Dans la perspective de construire le pouvoir des travailleurs, l'Unité Populaire a précisé la nature du processus qu'elle entamait, à caractérisé nettement les ennemis principaux dont elle voulait détruire les centres de dominations (impérialisme, monopoles et grands propriétaires) et son intention de donner forme à une société de transition.

Le programme de l'Unité Populaire, assumant pleinement les lois générales de la transition au socialisme, explique avec une parfaite clarté l'exigence de la conquête de la totalité du pouvoir, comme condition "sine qua non" du succès du projet. Il signalait textuellement : "les transformations révolutionnaires dont le pays a besoin ne pourront se réaliser que si le peuple chilien prend en mains le pouvoir et l'exerce réellement et effectivement", signalant immédiatement comme tâche fondamentale du gouvernement, celle de "transformer les institutions actuelles pour instaurer un nouvel Etat, où les travailleurs et le peuple auront le véritable exercice du pouvoir".

L'originalité du projet politique chilien se définit par la transformation du caractère de classe de l'Etat bourgeois sans sa destruction préalable. Tout processus révolutionnaire détruit d'abord l'appareil répressif, pour n'entreprendre qu'ensuite les transformations socio-économiques. Dans notre expérience, et c'est ce qui la rendait si vulnérable, il s'agissait de faire le chemin inverse, culminant, en tout cas, par la transformation de l'Etat. En théorie, on pouvait soutenir que, en conquérant le plus important centre de pouvoir politique, on pourrait gagner à partir de là la totalité du pouvoir, modifiant progressivement le caractère de l'Etat. La "voie chilienne vers le socialisme" se construisait théoriquement sur le postulat selon lequel le gouvernement de la Nation (pouvoir exécutif) était le noyau dominant de l'Etat, à partir duquel il était possible de gagner l'ensemble. Elle supposait également que l'institutionnalité chilienne, qui s'était montrée suffisamment élastique pour se moderniser au cours de la longue évolution politique et sociale du Chili, le serait également assez pour engendrer en son sein la nouvelle institutionnalité socialiste.

L'expérience, néanmoins, démontra que le gouvernement n'était pas le noyau essentiel de concentration du pouvoir, si se maintenait intact sous la garde de la réaction le reste de l'appareil d'Etat et surtout l'ensemble de l'appareil répressif. A partir de cette réalité, la perspective hypothétique d'utiliser la légalité en vigueur contre l'ennemi devenait incertaine, et la position initialement dominante du gouvernement pouvait se retourner. Le résultat concret de ne pas gagner le pouvoir était de le perdre.

Le régime présidentiel chilien, techniquement caractérisé par la prééminence du pouvoir exécutif, devint parlementaire, par la manipulation efficace des autres centres de pouvoir, employés à une obstruction persistante de l'action de transformation du gouvernement. Nous avons déjà signalé comment la légalité, conçue comme un instrument utilisable contre la bourgeoisie (et de fait elle fut mise à profit au début) se retourna jusqu'à se transformer en "camisole de force" pour le gouvernement. Celui-ci ne pouvait faire un pas en dehors d'elle, alors même que l'opposition contre-révolutionnaire, auto-constituée comme sa garante, portait tout le poids de l'offensive en marge de la légalité.

Ainsi, la voie pacifique vers le socialisme s'affaiblissait dans la mesure où se diluaient ses fondements. Le problème essentiel du processus, c'est-à-dire le problème du pouvoir, ne fut pas résolu. Il n'y avait pas de stratégie pour la conquête du pouvoir qui puisse être utilisée par les travailleurs, leur direction et le gouvernement pour remplacer la voie prévue, en fonction de la nécessité suprême de défendre et de sauver la révolution.

L'expérience chilienne, dans ces conditions, finit par démontrer qu'il est possible de conquérir une portion du pouvoir de l'institutionnalité bourgeoise, et qu'on peut, à partir de là, affronter les grandes transformations projetées. En même temps elle démontre la possibilité concrète que la révolution gagne à sa cause une partie considérable de la paysannerie et des couches moyennes. La seule chose qu'elle n'est pas parvenue à démontrer, en définitive, c'est qu'il soit possible d'éviter le heurt frontal et armé avec l'ennemi.

Dans un autre ordre d'idées, elle a mis en évidence une conclusion qui ne doit pas être ignorée par les directions révolutionnaires des autres latitudes : des transformations profondes, quand elles blessent au coeur les intérêts impérialistes et bourgeois, engendrent toujours une dynamique convulsive dans l'ensemble de la société et particulièrement au sein des masses, qui fatalement obligera à approfondir le processus au-delà des limites qui lui avaient été attribuées au départ.

Une stratégie de pouvoir doit prévoir l'enlèvement du processus dans les filets de l'institutionnalité même sous la protection de laquelle il est né. Celle-ci gelée, afin de boucher la voie à la mutation révolutionnaire de l'appareil d'Etat bourgeois, la stratégie doit se centrer, d'un côté, sur la tâche qui consiste à faire naître une structure de pouvoir populaire, capable d'articuler un cordon social de défense duprocessus, et de l'autre sur la nécessité de casser et/ou de neutraliser l'appareil répressif potentiellement adverse. Cette dernière tâche impliquait, je le dis clairement et ouvertement, le développement d'une "politique militaire", qui parallèlement à l'effort spécifique en direction des Forces Armées planterait au sein des masses un "pouvoir de dissuasion". Ce facteur est le seul capable d'éviter l'affrontement. La transition pacifique au socialisme n'est défendable en définitive qu'à partir de positions de force. Plus encore, je me risque à affirmer que si le processus révolutionnaire avait disposé d'un appareil armé il n'aurait jamais été vaincu. Tant était grand l'esprit combatif des masses, leur volonté de lutte, leur courage, et leur conscience révolutionnaire.

L'unité populaire et les forces armées

La déviation la plus sérieuse du processus et celle qui en définitive scellera son destin, fut le maintien d'un mythe qui semblait avalisé par l'évolution politique singulière du Chili : celui d'une Force Armée politiquement en retrait, non délibérante et soumise au pouvoir civil, une sorte de mythique "armée neutre".

En Octobre 1970, les mêmes forces politiques et le même pont social qui le réussira en 1973, tentent un coup d'Etat. Dans son exécution sont comprises quelques-unes des têtes les plus hautes des commandements de garnisons (I) à l'exception du général en chef de l'Armée, René Schneider, qui refuse tout accord avec les conjurés. L'assassinat ultérieur de celui-ci, des mains d'un groupe d'extrême-droite, paralyse l'appareil militaire et opère comme un facteur dramatique de neutralisation au sein de l'armée.

(I) - voir en page 18

Schneider, comme plus tard le général Carlos Prats, est l'expression authentique d'un archétype de militaire professionnel, produit de cent soixante ans de soumission du pouvoir militaire au pouvoir civil, et dont la position est déterminée par la pratique démocratique, même devant l'élection d'un président marxiste.

L'existence de ce secteur démocratique (uni au gouvernement seulement par un principe constitutionnaliste et dont la faiblesse dans l'action, face à un groupe fasciste audacieux et résolu, reste en définitive démontrée) a alimenté en permanence l'image du professionnalisme institutionnel des Forces Armées. La même surestimation, du reste, se projetait sur la potentialité démocratique de tout le système institutionnel. Cent soixante ans de tradition démocratique paraissent peser plus sur la conscience révolutionnaire que sur la conscience de la bourgeoisie.

On peut évaluer le poids et le volume de cette déviation si l'on considère que son effet politique immédiat n'était rien moins que de rendre garant du processus révolutionnaire le noyau répressif de l'Etat bourgeois.

Fondamentalement, cette déviation a ignoré l'idéologie de classe des institutions militaires, et leur intégration organique et idéologique dans le système de défense des Etats-Unis. D'autre part, elle n'a pas tenu compte du facteur socio-politique qui induisait directement l'illusion de la neutralité. Le conflit politico-social s'était toujours déroulé au sein de l'institutionnalité sans jamais mettre en question sérieusement le pouvoir de la bourgeoisie. Dans ces conditions, l'Armée fut neutre, seulement parce que son intervention n'était pas nécessaire pour la défense de l'état de choses existant.

Depuis le succès de la Révolution cubaine, les Etats-Unis articulent avec une plus grande solidité leur système défensif continental, assurant les liaisons nouées avec les armées d'Amérique latine, sauf à de rares exceptions. Le modèle élaboré alors, en vigueur, jusqu'au triomphe de l'Unité Populaire, inaugure un nouveau concept catalyseur : celui d'"ennemi intérieur" orienté vers la répression de la guérilla rurale et urbaine, qui se concevait comme la forme unique d'accession du "marxisme" au pouvoir. Nous avons déjà signalé quel effet avait produit le surprenant triomphe de l'Unité Populaire au Chili, par une voie démocratique, remettant en cause la vieille conception défensiste du système.

Les Forces Armées (professionnelles) des pays d'Amérique latine approchent des 800 000 hommes. Ce qui se justifie difficilement à partir d'une conception stratégique diffuse (la défense continentale) on comprend mieux lorsqu'on explique que l'"ennemi intérieur" est le "marxisme". Le système se transforme, de cette manière, en le plus formidable mécanisme de pénétration qui ait existé dans l'histoire de l'humanité. Les Etats-Unis se réservent le monopole des armes, dans ce qu'on a pu appeler leur arrière-cour. Ils sont, d'un autre côté, le dispensateur unique de l'entraînement du personnel militaire et le fournisseur quasi-exclusif des armements. La plus grande partie du corps des officiers latino-américains voyage dans les secteurs de Panama, Houston, Port Mac Clellan et autres, où on les soumet à des traitements intensifs d'intoxication anti-marxiste.

Durant le cours du processus chilien, tandis que le département d'Etat décrétait l'offensive (blocus économique et financier, embargo, etc) le Pentagone accentuait son réseau de relations avec les Forces Armées du Chili. On offrait de nouveaux crédits pour des acquisitions guerrières et on lançait, à un rythme inusité, des invitations au corps des officiers, aux niveaux élevés et moyens. Une position agressive et de rupture contre le Chili et son

gouvernement n'impliquait pas pour le Pentagone une attitude identique dans le contexte de "son système".

Il est évident que l'Armée chilienne, par le caractère de sa formation, l'idéologie dominante et sa structure interne, était potentiellement adéquate pour imposer un pronunciamiento militaire. Cela ne veut en aucune manière dire que le coup d'Etat aurait constitué une fatalité historique. Sous certaines conditions, les contradictions existant au sein des Forces Armées pouvaient se résoudre dans un sens favorable à la défense du processus.

Pour cela, il était nécessaire que nous soyons capables de définir une "politique militaire" qui commence par considérer les caractéristiques de classe des institutions militaires et leur étroite liaison, tant avec la défense de l'Etat bourgeois qu'avec le système continental de défense imposé par le Pentagone.

En tout cas, par "politique militaire", comme nous l'avons déjà dit, nous n'entendons pas seulement une politique face aux Forces Armées.

Tout, absolument tout, nous obligeait à donner à cette tâche une extraordinaire priorité. D'abord, les vieilles conceptions théoriques sur la nécessité de désarticuler l'appareil de répression. La nature même de la voie choisie, dont la défense, peut être pacifique, impliquait précisément la constitution d'un pouvoir de dissuasion. Et, finalement, les événements rencontrés en chemin qui allumaient des signaux d'alarme sur le degré de décision de l'offensive réactionnaire. Quand la D.C. exprimait alors les tribulations de la bourgeoisie électoralement mise en déroute, exige en 1970 ce qu'on a appelé le statut des garanties démocratiques, elle tente sans succès d'obtenir que le président renonce à la faculté souveraine de désigner les hauts commandements des Forces Armées, lesquels se coopteraient. L'exigence, si elle fut repoussée, ne cachait pas la claire intention de faire du président un prisonnier de l'Armée. Postérieurement, le processus ayant avancé, la D.C. impose au Parlement la loi de contrôle des armes qui, en définitive, assurait à l'adversaire rien moins que le "monopole des armes". Est-ce la peine de noter que cette loi aurait pu être constitutionnellement désamorcée, et qu'elle ne le fut pas, dans une nouvelle profession de foi dans la "neutralité" des Forces Armées ?

En définitive, le gouvernement et l'U.P., faute d'une politique claire et unique face aux Forces Armées, tentèrent un effort de liaison qui ne pénétra pas les formes traditionnelles de conduite des affaires militaires, et qui n'altère pas les caractéristiques de la formation de leurs cadres. Ceci s'exprima dans une attention préférentielle que ne donnèrent jamais les gouvernements bourgeois, au plan des revendications salariales, de la satisfaction de leurs aspirations professionnelles et de participation aux tâches de développement national. On ne doit pas sous-estimer cet effort, surtout sous ce dernier aspect. Les officiers supérieurs et moyens ont assumé des responsabilités directes dans les entreprises à capital étranger, dans les conseils d'administration et des tâches de direction technique. Cela avait pour but de renforcer la précaire base d'appui du processus au sein des forces armées.

Cependant, d'un autre côté, apparaissent quelques concessions. D'abord, on assura aux Forces Armées le respect du monopole des armes et, de façon plus limitée, de leur structure de corps, c'est-à-dire de leur hiérarchie et de leur verticalité interne, sans interférer fondamentalement dans le renouvellement des cadres.

Ces concessions au fond empêchaient la formulation d'une politique qui, devant la perspective de l'affrontement, devait viser la désarticulation de l'appareil à l'intérieur des forces de répression. Cette tâche impliquait, aux moments où c'était possible, d'utiliser à plein les facultés constitutionnelles du gouvernement qui lui permettraient de promouvoir des cadres et des commandants loyaux, de dissoudre les foyers potentiellement séditieux et de destituer les éléments factieux. Dans les rares occasions où s'exercèrent ces attributions légitimes, il n'y eut pas de problèmes et aucun risque n'apparut. D'autre part, la même conception qui posait le caractère intangible de l'armée comme condition à sa "neutralité", empêchait tout effort sérieux et soutenu de pénétration chez les sous-officiers et la troupe. Ainsi, on stérilisait la possibilité d'agrandir à tous les niveaux la caisse de résonance des secteurs démocratiques, qui furent graduellement isolés.

Si l'effet de la déviation que nous avons dénoncée a pesé si lourd dans l'expérience chilienne, c'est parce qu'elle affectait le centre de la balance de forces sur laquelle nous nous sommes appuyés pendant presque trois ans. Ce centre se déplaçait, écrasant institutionnellement et physiquement les institutions démocratiques et, en l'absence au sein des masses d'un noyau de pouvoir armé qui le compense, la défaite était scellée. On avait oublié que les forces armées sont un instrument de la lutte de classes, qu'il n'y a pas d'armée "sans classe" en marge du système politique et de l'Etat. On était arrivé à croire que l'institutionnalité ouverte à ses débuts pour nous laisser prendre possession du gouvernement, en définitive permettrait tout. En fait, si elle avait démontré qu'elle était apte à s'adapter à un programme réformiste avancé, elle ne l'était pas, par contre, pour survivre à l'exécution résolue d'un programme révolutionnaire. La confiance irrationnelle dans sa solidité devait, en définitive, faire que le processus, étant révolutionnaire, aurait une défense conservatrice.

Je crois important de fermer ce chapitre en soulignant une circonstance remarquablement absurde. L'Unité Populaire n'eut pas de "politique militaire". Elle ne parvint pas non plus à élaborer un plan élémentaire de défense du gouvernement, même quand l'agression définitive paraissait imminente. Le seul plan existant est celui que le général Augusto Pinochet formula et discuta avec le président Allende jusqu'aux dernières heures du jour qui précéda le coup d'Etat. Le grand organisateur du génocide était gardien et garant de la constitution et du gouvernement légitime.

Peut-être est-il apparu inconcevable, même aux fascistes, que nous n'ayions pas prévu une organisation de base pour la défense, et est-ce pour cela que, dans l'impossibilité de la détecter, ils ont dû en inventer une, qu'ils ont appelée "plan Z". Ce qui est sûr, c'est qu'il n'y eut aucun plan. Il aurait dû exister un plan. Non le plan démentiel et stupide que nous impute la junte, mais celui que raisonnablement les circonstances exigeaient.

Devant les tribunaux militaires comparaissent aujourd'hui certaines des plus hautes personnalités de l'Unité Populaire. On les juge pour un délit qu'elles n'ont pas commis : avoir préparé un "coup préventif" pour défendre le gouvernement populaire. C'est l'accusation qui a servi de justification infâme aux crimes monstrueux qui, aujourd'hui, blessent les sentiments et la dignité de l'humanité entière. Les tribunaux fascistes les condamnèrent pour quelque chose qu'elles ne firent jamais et que nous aurions dû faire.

Perspectives

Pendant un an, le Chili est resté en état de guerre, occupé par ses propres forces armées. C'est un temps incroyablement long, quand la terreur a été élevée à la hauteur d'un système politique.

Durant cette période, les fascistes ont détruit une démocratie forgée en un siècle et demi d'évolution politique et écrasé les valeurs historiques les plus nobles et les plus dignes de notre nation. Ils ont détruit l'Etat de droit, consolidé au Chili presque à la naissance de la République. Ils ont brisé culturellement et socialement le pays, ouvrant entre les Chiliens un abîme de haine qui anéantit les générations présentes et compromet les générations à venir. Ils ont brisé les transformations économiques, produit de l'effort de la nation dans les derniers cinquante ans et ramené la population à des conditions extrêmes de misère et de désespoir.

Aujourd'hui, ils dénationalisent le pays, dans la plus grossière et la plus impudique démonstration de soumission qu'ait jamais connue l'Amérique latine. Ils ont maintenant à chaque instant le rythme implacable d'une répression dont l'inutilité cruelle et sanguinaire atteint les limites de la stupidité pure et simple. La dictature s'est fixée deux objectifs qui, en définitive, sont le cœur de son action. D'une part, l'extermination physique des partis marxistes et des forces révolutionnaires du Chili, d'autre part, la restauration d'un ordre capitaliste outrancier, déphasé de l'histoire. La répression paraît ainsi imposée à la fois par l'objectif politique et par les difficultés qu'il y a à imposer un modèle économique "contre nature", dont les bases sont : d'un côté, le haut degré de concentration monopoliste recherché, de l'autre, la surexploitation de larges couches salariées de la population. Le projet fasciste est impulsé dans le cadre d'un isolement politique national et international croissant. Ainsi, la junte usurpatrice affirme ses possibilités de survie uniquement et exclusivement par le maintien de la dynamique de terreur et de barbarie qu'elle a elle-même déchaînée. C'est sa faiblesse fondamentale. Elle agit aujourd'hui sur un peuple sans défense, mais dont les réserves morales sont intactes et dont les avant-gardes se sont adaptées progressivement aux nouvelles conditions de lutte imposées par le fascisme. La terreur peut donner du temps au fascisme, mais ne pourra jamais leur donner un temps prolongé.

Quelqu'un a dit très justement qu'on peut tout faire avec des baïonnettes sauf s'asseoir dessus.

Nous comprenons avec une clarté absolue que l'entreprise antifasciste sera victorieuse, seulement dans la mesure où nous serons capables de cultiver et consolider, au sein du mouvement révolutionnaire, composé de l'Unité Populaire et du P.I.R., une unité chaque fois plus vigoureuse qui assure à cette entreprise une direction prolétarienne. Le centre de gravité de cette unité continue à être constitué par l'accord de fond entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste.

Cet accord est venu dans une évolution progressive, commencée il y a plus de dix-sept ans. Certes, il n'a pas été exempt de difficultés ni de contre-temps. Mais ce qui nous a unis, ce qui nous a liés dans un processus historique révolutionnaire, fut toujours plus important que nos divergences. Notre alliance est une alliance de principes, rendus plus forts par la responsabilité historique commune de construire le socialisme. Dans l'immédiat, cette unité passe par la nécessité de parvenir à une direction prolétarienne de la lutte pour le renversement de la dictature.

L'Unité Populaire devra continuer à être le noyau central de combat contre la dictature. Sa tâche immédiate sera de donner un caractère organique et une direction au reste des forces démocratiques et antifascistes qui se joindront à la lutte. L'Unité Populaire est le grand instrument de lutte de notre peuple et, aujourd'hui, on ne peut remplacer l'apport idéologique et organique des partis qui la composent, expression des différents courants de la pensée révolutionnaire, marxiste et chrétienne. C'est notre devoir de garder et de développer cette unité, parce que c'est seulement à partir d'elle qu'on peut concevoir la formation d'un large front antifasciste, né au sein des masses, comme conséquence des luttes, front dans lequel doivent trouver leur place les forces sociales qui aspirent à construire une démocratie nouvelle et plus avancée et qui sont disposées à engager leur destin dans la tâche historique de vaincre le fascisme.

Un front ainsi conçu, né dans les actions et non dans les déclarations, forgera dans son développement les formes programmatiques et organiques de son expression et adoptera, avec la flexibilité nécessaire, les formes de lutte qu'imposera la situation. A cet égard, nous voulons que notre opinion soit clairement établie : on ne peut se refuser à l'avance aucune forme de lutte. La dimension de la terreur, l'incroyable violence à laquelle a recouru l'adversaire, indique qu'il n'y a pas de voies qu'il ne faille envisager, et que dans chaque phase du combat nous devons définir l'objectif et la méthode pour l'atteindre.

A la lutte contre la dictature, le Parti socialiste apportera le même patrimoine d'énergies, de volontés et de conscience, qu'il mit hier au service de la lutte émancipatrice des travailleurs et du processus révolutionnaire que le fascisme étouffe dans le sang. Il nous semble opportun de rappeler la singularité et la valeur de cet apport. Nous sommes nés à la lutte de notre peuple comme un parti ouvrier marxiste qui, au cours de son expérience et de son développement idéologique, domina ses faiblesses théoriques jusqu'à se définir pleinement marxiste-léniniste, inscrivant ses tâches politiques dans les principes de l'internationalisme prolétarien et une conception correcte de la lutte des classes. Pendant plus de quarante ans, nous nous sommes abstenus de participer de façon organique à aucune internationale, nous plaçant progressivement, à partir d'une stricte indépendance, au côté des forces socialistes, des mouvements de libération nationale et de la communauté des pays socialistes. Agissant dans le contexte des nécessités spécifiques du Chili, le Parti socialiste a développé une vocation latino-américaniste, exprimée dans la consolidation de liens profonds avec les partis et les mouvements populaires et révolutionnaires du continent, particulièrement dans les dernières années avec le Parti communiste de Cuba.

Mais, ce qui nous singularise, ce qui définit l'identité et la personnalité spécifiques de notre Parti, c'est sa contribution sérieuse et résolue à une plus grande unité de classe au Chili. Cette contribution se développa à travers sa ligne du "Front des Travailleurs". Produit des expériences propres du Parti, des enseignements de la lutte de la classe ouvrière chilienne et du mouvement ouvrier international, la ligne du "Front des Travailleurs" postulait l'incapacité de la bourgeoisie, en tant que classe, à porter plus avant une lutte conséquente contre l'impérialisme et à rompre ses liens avec l'oligarchie agraire.

Nous avons ainsi évité que se développent en leur sein les tendances anti-communistes et antosoviétiques, qui ont désarticulé les mouvements ouvriers d'autres pays du monde. Nous avons contribué de façon décisive à établir cette unité organique et politique, développant des expériences qui n'ont pas d'équivalent sous d'autres latitudes. Pendant plus de vingt ans, il a existé une organisation unique des travailleurs, fruit de l'accord unitaire des socialistes et des communistes. Plus tard, nous facilitâmes substantiellement la cristallisation d'un projet anti-impérialiste, antimonopoliste,

antila^{ti}foniste et révolutionnaire, au service duquel nous engageons l'enthousiasme révolutionnaire des masses du Parti, majoritaires dans l'U.P., leur combativité, leur apport créateur, et l'irremplaçable dimension d'un leader comme l'inoubliable Salvador Allende, qui écrivit pour tous les peuples de la terre la page vibrante de son exemple. Nous revendiquons ainsi, de plein droit, pour le patrimoine du Chili et les luttes futures de son peuple, le sacrifice héroïque des hommes et des femmes qui tombèrent enveloppés dans les glorieux drapeaux du Parti, combattant dans les rues, dans les champs et dans les usines, et qui furent assassinés dans les réôles infâmes du fascisme. Notre contribution à la lutte libératrice du Chili et de son peuple sera en tout cas à la mesure de la tradition de lutte du Parti, du courage de ses membres, de l'exemple de ceux qui sont tombés. Nous avons été frappés avec une rage implacable.

La liste de nos victimes est lourde, et certains annoncent notre destruction. Ils se trompent. Nous faisons partie de la vie même du Chili. Nous sommes identifiés à son essence et cela nous rend indestructibles.

Les mille jours du gouvernement d'Unité populaire constituent le fait le plus transcendant et le plus lumineux de l'histoire de la nation. Un peuple entier a connu la dignité et a approché de la justice. Comme jamais il ne l'avait fait, il allait par les sentiers du Chili, avec une joie immense de savoir qu'il faisait partie d'une vie que toujours, avant, on lui avait montré éloignée de lui. Il a libéré son imagination et sa créativité pour construire, pendant que la bourgeoisie et l'impérialisme détruisaient. Il a rempli le ciel du Chili de son chant victorieux pendant que l'ennemi vomissait la haine. Il eut conscience de sa force et scella l'accord avec sa classe. Cette conscience, la haine et l'infâmie ne pourront la mettre en prison.

Dans ce peuple, nous renouvelons notre foi et notre espérance. Son moral de combat n'a pas été brisé et il fixera demain les formes de lutte qui seront nécessaires pour vaincre la dictature qui nous opprime. Il le fera. Nous sommes sûrs qu'il le fera.

Carlos ALTAMIRANO

Septembre 1974

(I) - Etaient compromis dans le coup d'Etat, les commandants en chef de la Marine et de l'Aviation. Le chef de la division de Santiago de l'Armée de Terre et le directeur général de la Gendarmerie. Ses têtes politiques étaient des têtes connues de la droite. Un des conspirateurs les plus importants, le général Roberto VIAUX, avoua devant les tribunaux militaires que l'ex-président FREI impulsait subrepticement l'insurrection.